

ce député socialiste demandait à Laval si, lors de la « nuit historique », il n'avait été question de l'Abyssinie. Et Laval, qui connaît d'avance le prix qu'attache le « socialiste » à sa déclaration, sachant, qu'en fin de compte, il ne s'agit que de lui permettre de se présenter à nouveau comme l'apôtre de la paix auprès des ouvriers, Laval dira immédiatement qu'il ne fut nullement question de l'Abyssinie. Mais les faits ne doivent-ils pas démontrer par la suite que la déclaration était fautive? Rien de grave! A ce moment de nouveaux événements auront surgi et l'attention des masses étant dirigée ailleurs, la possibilité existera pour répéter la manœuvre sur un autre objet et peut-être dans une autre direction. Le socialiste votera donc les accords de Rome, tout en sachant parfaitement que si l'accord a pu se faire, alors que subsistaient toutes les raisons d'opposition entre France et Italie, c'est bien parce qu'on a pu trouver une zone étrangère à la convoitise française : en l'espèce l'Abyssinie.

Et Mussolini, sûr de lui-même, passe donc aux préparatifs militaires de l'expédition. Tout aussi respectueux de la Société des Nations que l'est Laval lui-même Mussolini s'appuyera sur la procédure d'arbitrage pour régler l'affaire d'Oual-Oual, et pour sanctifier l'entreprise qui sera destinée à libérer de l'esclavage une région qui, par comble, est membre de la Société des Nations. Il est vrai que, lors de l'admission de ce pays à cette Société, l'Italie en a soutenu la candidature contre l'opposition de l'Angleterre; mais à ce moment le drapeau de la lutte contre l'esclavage était porté par l'impérialisme anglais qui a donné d'amples preuves de son appui aux intérêts des nègres ainsi que le prouve, entre mille autres épisodes, la guerre des Boers.

Mais après les accords de Rome, d'autres événements se sont déroulés. En outre, ni Laval, ni Mussolini ne pensaient pouvoir liquider tous les problèmes par leur accord. Le troisième partenaire était non seulement absent, mais il fallait même l'éviter pour pouvoir arriver à un accord. Seulement, Eden n'est pas un député socialiste français et il n'a pas besoin « d'interpeller » Laval pour connaître la réalité des stipulations de Rome. Après ces entretiens il a d'ailleurs été facile de remarquer un refroidissement accentué des relations de l'Angleterre envers la France. Lors de la visite de Flandin à Londres, en février, et successivement à Stresa, apparaissait déjà l'impossibilité de constituer un front unitaire entre les trois Etats. En même temps l'impérialisme allemand verra que le moment est arrivé pour marquer un nouveau point; il saisira l'occasion favorable de la réaction anglaise aux accords de Rome pour faire sanctionner son réarmement naval contenant aussi un commencement d'alliance avec l'Angleterre. Il est vrai que cette alliance n'est qu'amorcée et probablement sans lendemain, mais on peut remarquer qu'elle s'apparente pleinement aux accords de Rome : le réarmement est dirigé non contre l'Angleterre (au sujet de laquelle une clause limitative sera établie) mais contre une tierce puissance et particulièrement la France.

C'est ainsi que la chaîne continue à se détendre, une maille après l'autre : le premier chaînon qui se desserre disloque le suivant et la logique des situations court vertigineusement mais fatalement vers la guerre. Pour « la paix et la civilisation », la France et l'Angleterre veulent garder leur butin de 1914, pour « la paix et la civilisation », l'Allemagne et l'Italie veulent asseoir le monde sur plus de « justice » et permettre aux capitalistes respectifs d'obtenir de plus amples marchés, ce qui, pour les besoins de la cause, s'appellera satisfaire les besoins d'une surpopulation excessive.

Après la défaite du prolétariat allemand en 1933 les conditions étaient réalisées pour égorger la seule force de la civilisation contemporaine : le prolétariat. Les forces du capitalisme avaient pleine possibilité de s'épancher mais elle ne pouvaient le faire que dans la direction qui est la leur : vers le déclenchement d'une nouvelle

guerre. Le capitalisme qui avait, le premier, maté dans le sang, le prolétariat, devait aussi être à la pointe des forces préparant la nouvelle guerre. Celui que Paul Boncour appela le César de carnaval et qui comprit fort bien, en 1914, qu'il ne pouvait se baser sur sa médiocre personne pour escalader les marches de la gloire, put atteindre les hauteurs du pouvoir uniquement en s'abaissant au rang des traîtres, ce César de carnaval peut trouver actuellement dans la situation mondiale les éléments lui permettant de jouer un premier rôle. Il est l'expression d'un capitalisme qui s'est trouvé devant la nécessité et dans la possibilité d'écraser, le premier, le prolétariat, d'écraser la seule force pouvant s'opposer par la révolution à la guerre; il se trouve de ce fait même dans la possibilité et devant la nécessité de prendre des initiatives au sein des forces qui culbuteront dans la guerre.

Mussolini a parlé clairement : l'opposition à l'expédition italienne signifie le déclenchement de la guerre mondiale. Et dans ses phrases on découvre bien nettement qu'au cas d'une opposition des forces de l'ordre actuel, il se dirigera vers les « appétits insatisfaits », pour en prendre la direction. Cette menace à l'égard de la France, plus encore que contre l'Angleterre, fera frémir Laval qui donnera ordre à sa grande presse d'appuyer l'impérialisme italien.

Devant des événements d'une telle gravité, quelle est la position du mouvement ouvrier? Léon Blum mène l'orchestre. Bien évidemment il ne se tournera vers la classe ouvrière que dans le but de la canaliser vers une direction qui lui est non seulement étrangère mais antagoniste. Il écrira que la seule solution pouvant empêcher la guerre en Abyssinie, consiste en un arbitrage imposé par l'Angleterre, à défaut de celle-ci par la France, et enfin par la Russie. L'une de ces trois puissances devrait prendre l'initiative et Blum dira que le mieux placé c'est justement le Président en fonction de la Société, Litvinof. Dans l'hypothèse où l'arbitrage serait possible, il appartiendrait évidemment à la classe ouvrière de tous les pays de soutenir l'action de la France et de l'Angleterre qui peuvent rendre des points quant aux capacités de porteurs de civilisation dans les pays coloniaux. Dans l'hypothèse bien plus probable où l'accord ne s'établissait pas, la preuve aurait été faite que les socialistes auront tout essayé pour éviter la guerre. Et, en effet, ils auront tout fait pour permettre au capitalisme de préparer les conditions pour la nouvelle guerre. Dans cette passe intermédiaire, l'essentiel pour la bourgeoisie c'est bien de diriger l'attention des masses vers une impasse, de leur faire croire qu'en attendant une solution de la Société des Nations, il sera possible d'éviter le déclenchement de la guerre. Car, en définitive, si l'accord ne s'établit pas et que des constellations ne se forment pas encore, c'est que les conditions n'en ont pas mûri. Mais au cas où la Triple Alliance : France-Angleterre-Russie pouvait s'appuyer sur une coïncidence d'intérêts, il est certain que la proposition de Blum aurait pour résultat — étant donné la signification politique de l'expédition italienne — de souder le prolétariat à des événements qui déboucheraient directement dans la guerre.

Quant aux centristes, leur position est bien plus complexe, justement à cause de la position qu'occupe la Russie au sein de la Société des Nations. Une initiative du type de celle de Blum ne serait possible que si les intérêts de la Russie permettaient à Litvinof de prendre une position radicale à Genève. Ce qui est d'ailleurs exclu. Alors les centristes se borneront à appuyer tous les congrès fantaisistes et à remplir leur presse de phrases ronflantes pour entretenir l'attention des ouvriers qui les suivent encore, aujourd'hui.

Devant les conditions où se trouve le prolétariat, le capitalisme a évidemment les mains libres. En 1898, lors de l'expédition Marchand à Fachoda et précédemment, en 1897, lors de l'expédition coloniale de Crispien, les mouvements du prolétariat italien contre ce dernier et l'agitation ouvrière obscurcie — mais non anéantie